nant, après consultation avec toutes les provinces, ce calendrier de cinq ans.

La deuxième modification importante est l'augmentation de 35 \$ par mois des prestations pour enfants des cotisants du Régime de pension du Canada, qui sont invalides ou décédés. Ceci portera la rente actuelle de 113 \$ par mois à 150 \$ par mois, si l'on tient compte de l'augmentation due à l'indexation.

Le projet de loi renfermait aussi un certain nombre de modifications qui ont peu d'incidence sur les coûts mais qui, je pense, entraînent des améliorations aux dispositions actuelles. Je ne les rappellerai pas toutes mais simplement les mesures susceptibles d'aider les enfants et les cotisants invalides. Une modification assurera que la prestation d'un cotisant invalide au Régime de pensions du Canada soit convertie en une prestation d'orphelin du Régime de pensions du Canada sans qu'une demande n'ait besoin d'être présentée.

Une autre modification permettra que des prestations pour les enfants du Régime de pensions du Canada soient payables à un enfant qui passe sous la surveillance et la garde d'un cotisant au Régime de pensions du Canada après que le cotisant devient invalide.

Et une troisième mesure relativement importante prévoit que l'admissibilité aux prestations des cotisants soit protégée pour ceux qui ne peuvent, en raison d'une incapacité, présenter à temps leur demande.

Je voudrais aussi reprendre très brièvement quelques-unes des observations faites par des groupes qui se sont présentés devant le comité parlementaire de la Chambre des communes. Si je les reprends, c'est parce que le sénateur Marsden les a soulevées. Je pense qu'elle n'était pas ici jeudi dernier, lors de mon discours en deuxième lecture et j'ai peut-être, sans le vouloir, laissé entendre que l'on avait à peu près fait fi de toutes les recommandations provenant de groupes qui s'étaient présentés devant le comité de la Chambre des communes.

J'avais indiqué, jeudi dernier, que relativement à trois préoccupations particulières qui avaient été exprimées par différents groupes, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'était engagé à entamer des discussions avec tous ses homologues provinciaux dès le début de la prochaine année. Ces représentations touchaient l'admissibilité aux prestations d'invalidité lorsqu'un cotisant attend trop longtemps pour présenter sa demande de prestation. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, le projet de loi comprend une disposition qui s'attaque en partie à ce problème.

Maintenant, les représentants de ces groupes ont proposé que l'admissibilité aux prestations des cotisants du Régime de pensions du Canada soit protégée pour ceux qui sont incapables, dans tous les cas, de présenter leur demande dans les délais prévus. Je pense que le ministre est prêt à se pencher sur ce problème.

Une deuxième préoccupation qui a été soulevée à plusieurs reprises, tant au comité du Sénat des affaires sociales, des sciences et de la technologie, que lors des représentations au comité de la Chambre des communes, était reliée à la définition de l'invalidité dans le cadre du Régime de pensions du Canada.

On sait que tout changement de la définition d'invalidité aurait eu pour effet de modifier la population visée par les dispositions actuelles, ce qui représentait un changement fon-

damental du rôle actuel que joue le Régime de pensions du Canada dans l'ensemble du système de prestations pour les personnes invalides.

Une troisième préoccupation avait été une suggestion faite lors de ce débat et elle visait à assurer une protection en vertu du Régime de pensions du Canada aux personnes qui prennent soin d'enfants invalides. Le Régime de pensions du Canada prévoit la possibilité de retrancher de la période de cotisations, les années de gains faibles ou nuls qui sont consacrées à élever des enfants de moins de sept ans. Certains députés à la Chambre des communes ont demandé (non sans raison d'ailleurs) que cette disposition soit élargie pour inclure les périodes consacrées à élever des enfants handicapés.

Encore une fois, ce sont trois propositions intéressantes. Elles seront reprises par le ministre, au début de l'année prochaine.

Une dernière préoccupation sur laquelle les membres du comité sénatorial des affaires sociales, des sciences et de la technologie se sont penchés et qu'ils partagent, c'est le partage des crédits de rentes au moment d'un divorce entre les conjoints.

Déjà le sénateur David a fait état d'une conclusion auquel le comité est arrivé à ce sujet et sur laquelle nous sommes d'accord.

J'aurais peut-être seulement une réticence. Il est vrai que nous en faisons une recommandation au niveau des principes. Mais il faudrait peut-être examiner d'un peu plus près comment ce partage des crédits se fait, qui s'en prévaut et quelles en seront les répercussions générales.

En conclusion, monsieur le Président, il faut bien comprendre que toutes ces modifications qui sont demandées et qui, sans aucun doute seraient souhaitables, veulent dire des changements majeurs au Régime de pensions du Canada et requièrent l'approbation des deux-tiers des provinces qui contiennent les deux-tiers de la population.

Alors, avant de dire que l'on veut telle ou telle chose, ces modifications supplémentaires même si elles sont souhaitables à bien des égards, devront faire l'objet d'une consultation ultérieure avec les gouvernements des provinces.

Encore une fois, monsieur le Président, je remercie tous ceux qui ont contribué . . .

● (1510)

[Traduction]

L'honorable Royce Frith (chef de l'opposition): J'invoque le Règlement. Il faut dire « honorables sénateurs », pas « monsieur le Président ».

Le sénateur Lavoie-Roux: Puis-je dire deux mots?

Le sénateur Frith: Oui, mais au Sénat, vous devez vous adresser à vos collègues, les « honorables sénateurs », et non pas à « monsieur le Président ».

Le sénateur Lavoie-Roux: C'est une vieille habitude. Je ne suis pas ici depuis assez longtemps pour m'en être complètement départie.

Le sénateur Frith: Et moi, j'ai la tout aussi vieille habitude de corriger ceux qui ne s'en sont pas départis.

Le sénateur Lavoie-Roux: Il semble que je me sois très mal comportée. Je m'en excuse. Je ne voulais insulter aucun de mes collègues.